

## Les fonctionnaires de la Haute-Garonne opposés à la Révision Générale des Politiques Publiques qui cache un vaste plan social

### NON aux licenciements des fonctionnaires ! TOUS EN GREVE LE JEUDI 15 MAI !!! TOUS DANS LA RUE LE 1<sup>ER</sup> MAI !!!

**I**nitiée dès l'été 2007 par le Président de la République, mise en œuvre par le gouvernement, la Révision Générale des Politiques Publiques vise essentiellement un objectif : privatiser ou faire sous-traiter les missions de service public jugées rentables et faire disparaître tout le reste. Parallèlement, les services seraient organisés et gérés comme une entreprise privée avec une restructuration du statut pour les personnels permettant la flexibilité et la précarité de l'emploi.

**Les conséquences de la RGPP sur la population sont multiples : fermeture de tribunaux de proximité, fin de l'indépendance de l'inspection du travail, privatisations, mise en concurrence des établissements scolaires, des établissements de soins au profit des cliniques privées, fermeture massive d'hôpitaux, suppression des services du ministère de la santé (DDASS), fusions et fermetures de service comme la DDE et la DDAF sans oublier les finances, transformation du statut de l'hôpital public, généralisation d'agences en lieu et place des services via la privatisation totale ...**

Suivant l'exemple de nombreux autres pays notamment anglo saxons, il s'agit là d'une entreprise de destruction, sans précédent, menée sous le diktat du MEDEF et visant à modifier radicalement le rôle d'intervention de l'Etat dans les domaines économiques et sociaux au mépris des inégalités sociales et entre les territoires. La RGPP c'est un Etat qui accompagne la loi exclusive du marché pour l'économie et le social et qui se recentre sur le sécuritaire et le répressif pour le peuple. **C'est la fin de l'Etat régulateur et garant de la cohésion nationale issu de la libération et du combat de nos anciens pour la paix et la justice sociale !.**



Pour ce faire, un arsenal de mesures (240 à ce jour) parfaitement cohérent est à l'ordre du jour. C'est, entre autres, la réduction drastique des dépenses publiques présentée comme seul moyen de résorber un déficit accusé de tous les maux.

C'est encore les coupes massives dans les effectifs au détriment de la qualité du service public rendu et des conditions de travail. Ainsi, les services de l'Etat se verraient amputés de 200.000 postes, l'hôpital de 20.000, dans la nouvelle DGFP (Impôt/Trésor) 60 000 suppressions sur les 130 000 agents actuels sur les dix prochaines années, 11 200 dans l'Education Nationale, 16 à 18000 personnels civils de la défense.... Et ça continuera !

Pour mener cette « rupture » radicale du socle républicain, le gouvernement s'attaque au statut sous le faux prétexte d'améliorer la mobilité des fonctionnaires. Il a préparé un projet de loi qui confirme cette destruction du statut de la fonction publique. Une des dispositions centrales du projet de loi prévoit la mise en disponibilité d'office et sans traitement des fonctionnaires en cas de suppression de leurs postes. **En clair, c'est la porte ouverte aux licenciements des fonctionnaires !**

Remis le jeudi 17 avril au ministre de la fonction publique, Eric Woerth, le Livre blanc sur l'avenir de la fonction publique, rédigé par Jean-Ludovic Silicani, conseiller d'Etat, introduit la notion d'agents inemployables après évaluation (quels seront les critères ?) quitte à aboutir à un licenciement, l'introduction de la rémunération et de la gestion de carrière sur le seul critère du mérite

Pour justifier la liquidation de l'Etat et des services publics, SARKOZY ne peut continuer à prendre prétexte sur les économies budgétaires à réaliser :

- En effet, les 22 900 suppressions d'emplois pour la Fonction Publique en 2008 représente 458 Millions d'Euros.
- Or le gâchis fiscal, résultant de choix idéologiques en faveur des plus riches, toutes mesures confondues, (Paquet Fiscal, Fraude Fiscale non recouvrée et niches fiscales) avoisine les 110 Milliards d'Euros.

# Les conséquences pour les services : Quelques exemples

## Education / Culture

Suppression de la carte scolaire, suppression de postes, polyvalence forcée des enseignants, culture du « résultat » en se basant sur des évaluations parfois hasardeuses, quantitatives et non qualifiantes, mise en concurrence des établissements et des enseignants, désengagement de l'Etat dans la gestion des musées nationaux, privatisation / filialisation de certaines activités des musées.

## Finances

Le dogme gouvernemental de la réduction des dépenses publiques engendre des situations désastreuses pour le service rendu à l'utilisateur et pour les conditions de travail des agents de l'Etat.

La décision unilatérale de fusion des services du ministère des finances est le début d'une restructuration sans précédent dans la fonction publique de l'état. Pas moins de 60 000 postes de fonctionnaires des impôts et du trésor doivent être supprimés d'ici à 2012 sur les 120 000 existants. Rien ne justifie de telles coupes sombres, et certainement pas une éventuelle baisse des charges de travail, bien au contraire !

Pour y arriver l'Etat ne recule devant rien, il resserre le réseau des trésoreries, il fusionne des métiers totalement différents, il crée des services ingérables, il prévoit l'externalisation vers le secteur privé de certaines tâches et « cerise sur le gâteau », il propose une loi sur la mobilité qui démantèlera une grande partie des garanties liées au statut... **Une stratégie lourde de conséquences !**

Comment assurer un bon service public dans ces conditions ? Surtout quant on voit la complexité de la fiscalité et son orientation politique favorable aux plus riches et aux entreprises ! **Comment ne pas « craquer ou exploser » quand on travaille dans de telles conditions ?**

Non décidément rien ne va plus, et c'est pour cela que les agents des finances avec leurs syndicats CGT se battent pour obtenir des moyens et une reconnaissance de leur travail. Nous sommes tous concernés, les valeurs fondamentales du Service Public sont en jeu.



## Equipement

Fusion des DDE et DDAF

avec perte des missions d'études techniques et d'assistance aux collectivités locales. Fin de la présence des services sur l'ingénierie publique concurrentielle et ouverture totale au secteur privé, création d'agences, privatisation de missions (gestion des routes nationales avec risque de redevances ou péages, permis de conduire et de construire), recul de la présence territoriale et technique de l'Etat (déjà amputée par le remplacement des 17 subdivisions par 6 implantations territoriales seulement), transfert des Parc Routiers et de maintenance des matériels aux départements (projet de loi en cours). Suppression de la présence de la DDE sur la maintenance de la base 101 de Franczal (plus de trente agents à reclasser d'ici 2010, voir réorientation professionnelle....)

## Justice

Fermeture de tribunaux de proximité, éloignement des justiciables, privatisation de certains contentieux comme le divorce, abandon de la justice spécialisée de protection des mineurs en danger, démantèlement du service public de la justice.

## Intérieur / Préfecture

Centralisation des crédits entre les mains du préfet de région, fusion des services déconcentrés avec la préfecture, externalisations auprès de prestataires extérieurs (mise en place du SIV système d'immatriculation à vie de délivrance des cartes grises par les concessionnaires automobiles au 1<sup>er</sup> janvier 2009), recentrage des sous-préfectures sur les fonctions de conseil et d'appui aux collectivités territoriales, déconcentration des décisions de naturalisation de Nantes vers les préfectures ce qui bat en brèche les principes de neutralité et d'égalité de traitement, rattachement de la direction générale de la gendarmerie nationale au ministère de l'intérieur (les gendarmes conserveront leur statut de militaires).

## Santé / Social

**Suppression des DDASS et DRASS**, intégration partielle dans les préfectures, création d'agences régionales de santé, fin de l'approche globale alliant santé et social, **disparition de la politique de solidarité, passage de la finalité sociale à des objectifs d'ordre public, remodelage des services de santé pour renforcer la maîtrise comptable des dépenses et réduire l'offre de soins, financement de la prévention par des fonds privés.**

## Travail – Emploi

Fermeture de services, intégration partielle dans les préfectures, régionalisation de l'inspection du travail avec suppression de son niveau départemental, atteinte à son indépendance, suppression du service des renseignements remplacé par une plate-forme téléphonique, suppression de postes, glissement des postes statutaires vers des contrats précaires.

## Douanes : Une réforme dangereuse

Les douaniers sont en lutte pour dénoncer les projets de démantèlement des services opérations commerciales. Après les réformes des services surveillance, renseignements, administration générale et comptables, c'est au tour de ceux du dédouanement des marchandises d'être dans la ligne de mire de l'Administration. Il s'agit en fait de faire passer la douane à la moulinette pour réduire massivement l'emploi et obtenir des gains de productivité par la suppression massive de poste durant la période 2009/2011. Pour la CGT, la douane ne peut plus supporter des suppressions d'emploi. L'utilisation de nouveaux outils informatiques doit au contraire, permettre de réorienter les effectifs vers les contrôles pour faire face à une augmentation de la fraude (Stupéfiants, contrefaçons, tabac, alcool, fiscale...). Les syndicats dont la CGT, ont élaboré dans l'unité, un « contre cahier des charges » et sur ces propositions avec les personnels, ils comptent mettre tout en œuvre pour faire échec aux projets néfastes de l'Administration.

## DGCCRF

Avec seulement 3500 agents répartis sur l'ensemble du territoire national, la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, est la seule administration qui assure conjointement la protection du consommateur et le respect de la concurrence, pour plus de 60 millions de français. Aujourd'hui, les divers projets (RGPP, projet de loi de Modernisation de l'Economie, réforme du statut de la Fonction Publique), envisagent un dessaisissement des pouvoirs publics, de la mission concurrence au profit d'une Haute Autorité de la Concurrence, cumulant de façon antidémocratique, des pouvoirs d'enquête, d'instruction et de sanction. Compte tenu de ses effectifs (tout au plus une trentaine d'enquêteurs) et de son organisation concentrée, cette nouvelle entité sera dépourvue de moyens au plan local pour détecter les abus. La disparition programmée des directions départementales accompagnée d'une diminution

drastique des effectifs aura pour conséquence l'éloignement des services de contrôle et d'accueil des consommateurs et ne permettra plus une intervention publique sur l'ensemble du territoire. C'est la fin de l'égalité des usagers devant le service public !

**Ces différentes réformes déboucheront sur un affaiblissement considérable en termes de moyens et de personnels, de la seule administration chargée de la régulation des marchés et de la protection des consommateurs.**

## L'expérimentation du LOT

Le 8 avril Nicolas Sarkozy en visite à Cahors a annoncé la généralisation de l'expérimentation OSE qu'il avait lancé lorsqu'il était ministre de l'intérieur. Cette expérimentation qui est aujourd'hui dans sa phase opérationnelle, regroupe les services de l'Etat en trois grandes directions fonctionnelles au sein de la préfecture: Population, Territoire(délégations inter services) et Sécurité (pôle de compétences). S'ajoute à cette organisation, un secrétariat général commun, un projet immobilier de l'Etat (mutualisation), une gestion mutualisée des postes (bourse aux postes, formation, action sociale registre des métiers...). Sans attendre la sortie des circulaires ou directives pour la mise en œuvre des annonces de Sarkozy, la CGT considère comme urgente, la réunion de l'ensemble des forces syndicales régionales de la fonction publique afin de bien appréhender les conséquences de cette généralisation et construire les mobilisations nécessaires.

## L'impact de la RGPP sur les collectivités locales

En pleine cohérence, la RGPP s'accompagne d'une réflexion sur les rapports entre l'Etat et les collectivités locales (rapport Lambert). Sur ce point, toujours à Cahors, Nicolas Sarkozy a relayé les propos de plusieurs de ses ministres qui accusent les collectivités locales d'être largement responsables de la dette publique à cause de leurs dépenses non maîtrisées. Avec des termes certes choisis et prudents il n'en reste pas moins qu'il met en demeure les collectivités d'engager elles aussi « une RGPP ». Il utilise le chantage en affirmant que les concours de l'Etat n'évolueront pas au delà de ce que l'Etat lui-même consacre aux politiques et projets publics.

**Un comble ! lorsque l'on sait qu'une grosse partie des dépenses des collectivités en fonctionnement ou en investissement se substitue au désengagement de l'Etat, y compris souvent, en allant au delà des compétences transférées.**

**D**ans ce contexte de régression sociale généralisée, la CGT juge impératif de construire un mouvement large et unitaire visant à généraliser durablement l'action dans l'ensemble des secteurs de la Fonction Publique pour mettre en échec les projets liquidateurs du gouvernement et du MEDEF.

- ✓ La CGT prendra toutes les initiatives en direction des autres Organisations Syndicales et à tous les niveaux pour opposer un front syndical uni.
- ✓ La CGT s'adressera à l'ensemble des élus locaux et parlementaires pour défendre le service public de proximité fondé sur les principes d'égalité républicaine et progressistes.

**STOP !!!**

**Aux fermetures d'hôpitaux, d'écoles, de maternité, de crèches, de cantines scolaires, des bureaux de postes, d'agences EDF, de perceptions, à la RGPP et aux licenciements de fonctionnaires...**

**Opposons par l'action** d'autres choix que ceux basés sur la course aux profits !

Le 8 Avril, à l'appel de l'Union Départementale CGT, un premier rassemblement de fonctionnaires s'est tenu devant la Préfecture. A cette occasion, les 1 200 premières pétitions, contre le projet de licenciement dans la fonction publique, ont été remises.

**PREPARONS L'ACTION EN ORGANISANT DES ASSEMBLEES GENERALES DE PERSONNEL INTER-ADMINISTRATION SUR LE PLUS GRAND NOMBRE DE SITES POSSIBLES.**

**AGISSONS, TOUS ENSEMBLE, DANS L'UNITE, POUR LA DEFENSE DU SERVICE PUBLIC**

**Le 6 MAI**

**Nouvelle assemblée générale de militant(es)  
suivi d'un rassemblement à 12H00 à la préfecture**

**Le 1<sup>er</sup> MAI**

**Tous à la manifestation à Toulouse et Saint Gaudens**

**Le 15 MAI :**

**TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION !!!**





**Opposons par l'action** d'autres choix que ceux basés sur la course aux profits !

Le 8 Avril, à l'appel de l'Union Départementale CGT, un premier rassemblement de fonctionnaires s'est tenu devant la Préfecture. A cette occasion, les 1 200 premières pétitions, contre le projet de licenciement dans la fonction publique, ont été remises.

**PREPARONS L'ACTION EN ORGANISANT DES  
ASSEMBLEES GENERALES DE PERSONNEL INTER-  
ADMINISTRATION SUR LE PLUS GRAND NOMBRE DE  
SITES POSSIBLES.**

**AGISSONS, TOUS ENSEMBLE, DANS L'UNITE, POUR LA  
DEFENSE DU SERVICE PUBLIC**

**LE 6 MAI**

**Nouvelle assemblée générale de militant(es) suivi  
d'un rassemblement à 12H00 à la préfecture**

**Le 1<sup>er</sup> mai tous à la manifestation  
à Toulouse et Saint Gaudens**

**Le 15 mai : TOUS EN GREVE ET EN  
MANIFESTATION !!!**